

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 212.191 du 22 mars 2011

G./A.198.349/VI-18.894

En cause : **1. la société anonyme ARMOR,**
 ayant élu domicile chez
 Me Benoît CAMBIER, avocat,
 avenue Winston Churchill, n° 253/40,
 1180 Bruxelles,

 2. la société anonyme SYSTEMAT,
 3. la société momentanée ARSYS,

 ayant élu domicile
 chaussée de Louvain, n° 435,
 1380 Lasnes,

 contre :

 la province de Hainaut,

 ayant élu domicile chez
 Me Patrick THIEL, avocat,
 chaussée de La Hulpe, n° 178,
 1170 Bruxelles.

**LE PRESIDENT F.F. DE LA VI^e CHAMBRE DU CONSEIL D'ETAT,
SIEGEANT EN REFERE,**

Vu la demande introduite le 26 novembre 2010 par laquelle la société anonyme ARMOR, la société anonyme SYSTEMAT et la société momentanée ARSYS, demandent, selon la procédure d'extrême urgence, la suspension de l'exécution de la décision de la province de Hainaut du 21 octobre 2010, notifiée par extrait par lettre du 15 novembre 2010, de ne pas retenir l'offre de la société momentanée ARSYS dans le cadre de l'attribution du marché public défini par le cahier spécial des charges n° 23384ter relatif à la "Fourniture de consommables pour les imprimantes de la Province de Hainaut (cartouches/toners)" et d'attribuer ce marché à l'entreprise GIGA SERVICE;

Vu la requête en annulation introduite le 14 janvier 2011 visant la même décision;

Vu l'arrêt n° 209.770 du 15 décembre 2010 sursoyant à statuer et remettant l'affaire sine die;

Vu la notification de l'arrêt aux parties;

Vu la décision de la province de Hainaut du 9 décembre 2010 retirant la décision attaquée du 21 octobre 2010, notifiée à l'attributaire GIGA SERVICES le 13 décembre 2010;

Vu l'ordonnance du 18 février 2011, notifiée aux parties, convoquant celles-ci à comparaître le 23 février 2011 à 11 heures;

Entendu, en son rapport, M. Yves HOUYET, Conseiller d'Etat, Président f.f.;

Entendu, en leurs observations, Me Fabien HANS, loco Me Benoît CAMBIER, avocat, comparaisant pour les parties requérantes et Me Isabelle VAN KRUCHTEN, loco Me Patrick THIEL, avocat, comparaisant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M^{me} WILLEMART, Auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la décision du 21 octobre 2010 dont la suspension de l'exécution est demandée a été retirée par la partie adverse le 9 décembre 2010 en raison de son illégalité; que la partie adverse a notifié la décision de retrait, le 13 décembre 2010, à la société anonyme GIGA SERVICES à laquelle le marché public litigieux avait été attribué le 21 octobre 2010; que cet acte de notification mentionne les voies de recours ainsi que leurs formes et délais à respecter; que la société anonyme GIGA SERVICES n'a pas demandé l'annulation de la décision de retrait du 9 décembre 2010 dans le délai prescrit; que, désormais, le retrait de la décision attaquée est devenu définitif;

Considérant que l'article 30, § 5, alinéa 4, des lois coordonnées précitées dispose :

" Lorsque le Conseil d'Etat est saisi d'une demande de suspension et d'une requête en annulation, et que au cours de la procédure de suspension, le requérant se désiste, ou lorsque l'acte attaqué est retiré de sorte qu'il n'y a plus lieu de statuer, le Conseil d'Etat peut se prononcer par un seul et même arrêt sur la demande de

suspension et sur la requête en annulation sans qu'il y ait lieu d'introduire une demande de poursuite de la procédure, et la taxe y afférente n'est pas due.";

que le retrait de la décision attaquée prive le recours de son objet; qu'en conséquence, il n'y a plus lieu de statuer, ni sur la demande de suspension, ni sur la requête en annulation;

Considérant qu'en raison des circonstances de la cause, il y a lieu de mettre les dépens à la charge de la partie adverse,

D E C I D E :

Article 1^{er}

Il n'y a plus lieu de statuer, ni sur la demande de suspension, ni sur la requête en annulation.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 525 euros, sont mis à la charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le vingt-deux mars deux mille onze par :

M. Yves HOUYET,	Conseiller d'Etat, Président f.f.,
M ^{me} Caroline HUGÉ,	Greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

Caroline HUGÉ.

Yves HOUYET.